ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles, le 2 septembre 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif au brevet de conduite exigé pour la navigation sur les voies navigables du Royaume en ce qui concerne le transport de marchandises", a donné le 30 octobre 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 2 september 1991 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het stuurbrevet vereist voor het bevaren van de scheepvaartwegen van het Rijk met betreking tot het goederenvervoer", heeft op 30 october 1991 het volgend advies gegeven :

Préambule.

La loi du 21 mai 1991 relative à l'instauration d'un brevet de conduite pour la navigation sur les voies navigables du Royaume constituant à suffisance le fondement du projet, l'alinéa 2 est inutile et doit être omis.

Dispositif.

Chapitre Ier.

L'intitulé du chapitre doit s'écrire dans la version française :

"Dispositions générales".

Article 1er.

Le 3° doit être omis, compte tenu des propositions de textes qui seront faites en vue d'éviter la confusion entre l'Office régulateur de la navigation intérieure et l'Office médico-social de l'Etat.

Article 2.

Il faut écrire :

"Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, les voies ...".

Article 3.

La phrase liminaire du paragraphe 2 serait mieux rédigée comme suit :

"§ 2. Ne sont pas soumis à l'obligation d'être titulaires et porteurs ...".

Article 4.

1. Le paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, doit être rédigé comme suit :

"Art. 4. Deux brevets de conduite sont instaurés :

1° le brevet de conduite A, valable pour la navigation sur toutes les voies navigables du royaume;

2° le brevet de conduite B, valable pour la navigation sur les voies navigables du Royaume autres que l'Escaut maritime inférieur et ses dépendances, telles qu'elles sont définies par l'arrêté royal du 31 mai 1968 portant règlement de police de l'Escaut maritime inférieur.".

2. Les paragraphes 2 et 3 doivent être fusionnés en un seul alinéa rédigé comme suit :

"Les brevets de conduite prévus à l'alinéa 1er sont valables pour la conduite de toutes les catégories de bâtiments et sont établis sur le modèle prévu à l'annexe I".

Article 5.

1. Les mots "selon les modalités fixées par le présent arrêté" sont inutiles et doivent être omis.

2. A la fin de l'alinéa 1er de la version française, le mot "fixées" doit être remplacé par le mot "prévues".

Article 6.

1. Au paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, mieux vaut écrire :

"... les conditions de délivrance et de navigation soient analogues".

2. A la fin du paragraphe 2, devenant l'alinéa 2, les mots "visé à l'article 4, 1er, 1°, du présent arrêté" doivent être omis.

Chapitre II.

Il faut écrire dans la version française : "Section première". Cette observation vaut pour la suite du projet.

Article 7.

L'article 7 serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Art. 7. La demande en vue de l'obtention du brevet de conduite est introduite auprès de l'Office régulateur de la navigation intérieure, au moyen du formulaire dont le modèle est fixé par le ministre ou son délégué.

Elle est datée et signée par le demandeur et désigne le brevet de conduite pour lequel elle est introduite".

Article 8.

Au 1°, on écrira :

"1° être âgé de 17 ans accomplis;".

Dans le texte néerlandais du 3° et dans l'ensemble du projet, les mots "Sociale Medische Rijksdienst" devraient être remplacés comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 9.

Les mots "Sans préjudice des dispositions de l'article 8 du présent arrêté" sont inutiles et doivent être omis.

Article 10.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Ce centre médical convoque le demandeur dans les soixante jours de l'introduction de la demande. L'examen médical a lieu entre le vingtième et le soixantième jour de la convocation".

Article 11.

Dans la seconde phrase, le mot "portera" doit s'écrire à l'indicatif présent.

Le texte néerlandais du 2° devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 12.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Dans les trente jours de l'examen médical, il notifie sa décision au demandeur. Il en transmet une copie à l'Office régulateur de la navigation intérieure".

Article 13.

1. Le paragraphe 1er, alinéa 1er, serait mieux rédigé de la manière suivante :

"Art. 13. § 1er. Dans les soixante jours de la notification de son inaptitude, le demandeur peut introduire un recours contre cette décision par lettre recommandée à la poste, adressée à l'Office médico-social de l'Etat; cette lettre doit préciser les nom et adresse d'un médecin de son choix".

2. A l'alinéa 2, il faut omettre les mots "de calendrier".

Par ailleurs, à la fin du même alinéa, pour tenir compte des précisions données par le fonctionnaire délégué, il faut écrire :

"... ces raisons ne peuvent être portées à la connaissance du demandeur par l'Office médico-social de l'Etat".

3. Au paragraphe 2, les alinéas 1er, 2 et 3 seraient mieux rédigés de la manière suivante :

"§ 2. Dans les trente jours de la communication des motifs de la décision d'inaptitude, le médecin désigné peut :

1° soit adresser à l'Office médico-social de l'Etat un rapport contestant la décision;

2° ... (comme au projet).

L'Office médico-social de l'Etat statue :

1° dans les trente jours de la réception du rapport visé à l'alinéa 1er, 1°;

2° dans les quarante-cinq jours de la réception de la demande d'examen visée à l'alinéa 1er, 2°.

En cas d'accord entre le médecin désigné et l'Office médico-social de l'Etat, la décision est défini-tive. Cet office notifie cette décision et copie en est transmise à l'Office régulateur de la navigation intérieure".

4. Au paragraphe 2, alinéa 4, le mot "arbitrage" est employé de manière impropre. En effet, il n'est guère concevable qu'un médecin de l'Office médico-social de l'Etat soit en même temps juge et partie.

La circonstance que la seconde phrase de l'alinéa prévoie que le médecin délégué ne peut être intervenu dans la procédure n'est pas de nature à énerver cette critique

puisque c’est toujours le même service de l’Etat qui est concerné.

Il serait plus exact d’écrire qu’il ne s’agit pas d’un arbitrage, mais d’une décision finale.

Il vaut, dès lors, mieux écrire :

"En cas de désaccord, le litige est soumis pour décision finale au médecin en chef de l’Office médico-social de l’Etat ou à son délégué. Ce médecin ne peut être intervenu dans la décision contestée à quelque stade que ce soit".

5. La première phrase du dernier alinéa du paragraphe 2 doit être omise, compte tenu de la proposition faite ci-avant.

Le texte suivant est proposé pour cet alinéa :

"L’Office médico-social de l’Etat notifie la décision finale au demandeur et en transmet une copie à l’Office régulateur de la navigation intérieure".

Article 15.

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 15. Il est institué une commission d'examen, dénommée ci-après "la commission", chargée de ... de conduite A et B.

Elle est composée de cinq membres effectifs désignés en raison de leur compétence, parmi lesquels un président, fonctionnaire, et quatre examinateurs. Un membre suppléant ... (la suite comme au projet)".

Article 17.

Le fonctionnaire délégué a précisé que le "règlement d'ordre intérieur" devra aussi comporter le règlement d'examen. Compte tenu de l'importance de ce dernier règlement, il ne se conçoit pas qu'il figure dans un simple règlement d'ordre intérieur et pas davantage qu'il puisse être adopté sans l'approbation du Roi.

En conséquence, un alinéa 2 devrait être inséré rédigé comme suit :

"La commission arrête le règlement d'examen et le soumet à l'approbation du Roi".

Article 19.

Dès lors qu'aucune procédure de recours n'est prévue, les termes "Elles sont sans appel" figurant à l'alinéa 2 sont inutiles et doivent être omis.

Le texte suivant est, par ailleurs, proposé pour l'article 19 :

"Art. 19. Les décisions de la commission sont prises à la majorité des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Les décisions sont consignées dans un procès-verbal.

Après clôture du procès-verbal, chaque candidat est informé de sa réussite ou de son échec à l'examen. La liste des candidats ayant réussi l'examen est transmise à l'Office de régulation de la navigation intérieure".

Article 20.

Dans le texte néerlandais de l'alinéa 1er, il faut remplacer le mot "ingericht" par le mot "georganiseerd".

De l'accord du fonctionnaire délégué, il faut remplacer au second alinéa, 1°, les mots "des examens" par les mots "de la session d'examens".

Par ailleurs, il serait plus logique d'intervertir le 1° et le 2°.

Enfin, à l'alinéa 3 de la version française, le mot "utiles" doit être remplacé par "convenables".

Article 21.

1. Il va de soi que, compte tenu des modalités prévues aux articles 21 et 25, les jurys d'examen doivent être à même d'interroger les candidats et de délibérer sur les épreuves dans la langue de ceux-ci.

La composition de la commission d'examen prévue à l'article 15, alinéa 2, doit en tenir compte.

2. Le texte suivant est proposé :

"Art. 21. Les examens ont lieu en français, en néerlandais ou en allemand selon la langue utilisée par le demandeur dans sa demande".

Articles 23 et 24.

Ces dispositions doivent être interverties.

Par ailleurs, à l'article 23 devenant l'article 24, les mots "de calendrier" doivent être omis.

Le texte néerlandais de l'article 24, devenant l'article 23, doit être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la partie néerlandaise du présent avis.

Article 25.

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 25. L'examen consiste en une épreuve écrite. Lors de la délibération, la commission peut décider de faire subir une épreuve complémentaire orale dans les cas et selon les modalités déterminées par le règlement d'examen".

Article 26.

A la fin de la disposition, il faut écrire :

"... l'article 6 du statut de l'Office régulateur de la navigation intérieure annexé à l'arrêté royal du 3 décembre 1968 portant refonte du statut de l'Office régulateur de la navigation intérieure est autorisé à assister aux examens".

L'observation vaut également pour l'article 32, alinéa 2, 3°.

Article 27.

A l'alinéa 1er de la version française, les mots "en tant que" doivent être remplacés par le mot "comme".

Le texte néerlandais devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 28.

Le début de cette disposition serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 28. Le temps de service requis est réduit ... (la suite comme au projet)".

Article 29.

Le texte suivant est proposé :

"Art. 29. Les documents prouvant que le demandeur a effectué le temps de service requis doivent être transmis à l'Office régulateur de la navigation intérieure au plus tard cinq ans après l'introduction de la demande prévue à l'article 7".

Article 30.

La disposition est inutile et doit être omise. La numérotation des articles suivants doit être adaptée ainsi que les références à ces articles dans le texte.

Section 2.

En néerlandais, l'intitulé doit être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la partie néerlandaise du présent avis.

Article 31 (devenant l’article 30).

La disposition serait plus simplement rédigée comme suit :

"Art. 30. Il est institué un comité de validation, dénommé ci-après "le comité", chargé d’évaluer et de valider les temps de services requis".

Article 32 (devenant l’article 31).

1. La disposition en projet, en son alinéa 1er, ne prévoit pas de section de langue allemande, alors que l’examen peut être présenté dans cette langue et alors qu’une partie de l’épreuve peut être orale.

La disposition doit être revue en conséquence.

Le texte néerlandais de l’alinéa 1er doit être adapté ainsi qu’il est proposé dans la partie néerlandaise du présent avis.

2. A l’alinéa 2, 2°, il y a lieu de préciser :

"2° un délégué de l’Office régulateur de la navigation intérieure;".

Article 33 (devenant l’article 32).

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 32. Est adjoint à chaque section un secrétaire désigné par le directeur général de l'administration de la marine et de la navigation intérieure. Il n'a pas voix délibérative".

Article 35 (devenant l'article 34).

Mieux vaut écrire :

"Art. 34. Le comité peut inviter le demandeur à présenter des documents probants complémentaires".

Article 37 (devenant l'article 36).

Pour la rédaction de cette disposition, il y a lieu de s'inspirer de celle proposée pour l'article 19.

Chapitre V.

Il faut écrire dans la version française : "Dispositions transitoires et finales".

Article 38 (devenant l'article 37).

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 37. A titre transitoire, et pendant deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, le ministre ou son délégué est habilité à délivrer, selon les modalités prévues aux articles 39, 40, 41 et 42, le brevet A aux demandeurs qui répondent aux conditions fixées par l'article 8 de la loi".

Article 39 (devenant l'article 38).

1. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 38. La demande est introduite auprès de l'Office régulateur de la navigation intérieure à l'aide d'un formulaire dont le modèle est fixé par le ministre ou son délégué".

2. L'article 39 est fondé, comme le dit d'ailleurs l'article 38, sur l'article 8 de la loi du 21 mai 1991.

La seule déclaration (sur l'honneur) exigée par cette disposition légale concerne l'aptitude physique.

L’article 39, alinéa 2, en projet requiert cette déclaration, non seulement pour l’aptitude physique (1°), mais également pour la capacité (2°) et l’expérience (3°) professionnelles.

Les 2° et 3° ne trouvent pas de fondement dans la loi.

Selon le fonctionnaire délégué, le 2° est le fruit d’une erreur tandis que ce qui est exigé au 3° est, en réalité, que le demandeur apporte la preuve de l’expérience professionnelle requise.

Cette disposition devrait être revue et devrait, en outre, préciser que la déclaration visée au 1° doit être faite sur l’honneur.

3. Au dernier alinéa, on écrira : "La demande est datée et signée par le demandeur".

Article 40 (devenant l’article 39).

La disposition doit être rédigée comme suit :

"Art. 39. Le demandeur joint à la demande un extrait d’acte de naissance et une photo d’identité récente".

Article 41 (devenant l'article 40).

1. Le texte suivant est proposé pour l'alinéa 1er :

"Art. 40. Le demandeur fournit également les documents prouvant qu'il a effectué le temps de service prévu à l'article 8, alinéa 1er, 3°, de la loi".

2. A l'alinéa 2, il est prévu que

"Ces documents doivent être transmis à l'Office dans les deux ans qui suivent la date d'entrée en vigueur du présent arrêté".

Or, à l'article 38, il est prévu que le brevet ne peut être délivré que pendant cette même période. Des difficultés peuvent, dès lors, surgir dans les cas où les documents seraient introduits à la veille de l'expiration du délai.

Il y a lieu d'harmoniser les deux délais.

Article 42 (devenant l'article 41).

1. L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

Art. 41. "Le comité institué par l'article 30 évalue et valide les services visés à l'article 8, alinéa 1er, 3°, de la loi".

2. Par ailleurs, le texte ne prévoit pas l'hypothèse où le demandeur est titulaire d'un certificat de fin d'études délivré par un établissement d'enseignement dispensant des cours théoriques et pratiques de navigation intérieure, comme le prévoit l'article 28.

S'il s'agit d'une lacune; le texte devrait être complété.

Article 43 (devenant l'article 42).

La disposition doit être rédigée comme suit :

"Art. 42. Sans préjudice des pouvoirs des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents mentionnés à l'article 101 de l'arrêté royal du 15 octobre 1935 portant le règlement général des voies navigables du Royaume recherchent et constatent les infractions à la loi et au présent arrêté".

Articles 44 et 45.

Ces dispositions doivent être fusionnées en un article 43 rédigé comme suit :

"Art. 43. La loi, à l'exception de ses articles 1er, 5, 6 et 7, ainsi que le présent arrêté, à l'exception de ses articles 3, § 2, et 43, entrent en vigueur le premier jour du mois suivant celui au cours duquel le présent arrêté aura été publié.

Les articles 1er, 5, 6 et 7 de la loi ainsi que les articles 3, § 2, et 43 du présent arrêté, entreront en vigueur à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date prévue à l'alinéa 1er".

Article 46.

L'article 46 devient l'article 44.

Annexes.

Le modèle de brevet figurant en annexe 1 à l'arrêté en projet reproduit des dispositions contraignantes de la loi du 21 mai 1991, qui ne seront pas encore en vigueur lorsque des brevets seront délivrés.

Pour éviter toute confusion, il faudrait compléter la référence légale indiquée en dessous du texte par : "Arrêté royal du ...".

Observations finales.

1. Lorsque le texte du projet se réfère à un autre article de ce même projet, il n'y a pas lieu d'ajouter les mots : "du présent arrêté".

2. La division en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun d'eux ne comporte qu'un seul alinéa.

3. Le mot "article" doit être écrit en toutes lettres et ne peut être abrégé en "art.".

Aanhef.

De wet van 21 mei 1991 betreffende het invoeren van een stuurbrevet voor het bevaren van de scheepvaartwegen van het Rijk is een genoegzame grondslag voor het ontwerp, zodat het tweede lid overbodig is en dient te vervallen.

Bepalend gedeelte.

Hoofdstuk I.

Het opschrift dient in de Franse tekst als volgt te luiden :

"Dispositions générales".

Artikel 1.

Onderdeel 3° dient te vervallen, gelet op de tekstvoorstellen die zullen worden gedaan ten einde verwarring te voorkomen tussen de Dienst voor Regeling der Binnenvaart en de Sociaal-medische Rijksdienst.

Artikel 2.

Er dient te worden geschreven :

"Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit worden ...".

Artikel 3.

Het zou beter zijn de inleidende volzin van paragraaf 2 als volgt te stellen :

"§ 2. Aan de verplichting om houder te zijn van een stuurbrevet en dat tevens bij zich te hebben, zijn niet onderworpen de bestuurders van :".

Artikel 4.

1. Paragraaf 1, die het eerste lid wordt, dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 4. Twee stuurbrevetten worden ingevoerd :

1° het stuurbrevet A, geldig voor het bevaren van alle scheepvaartwegen van het Rijk;

2° het stuurbrevet B, geldig voor het bevaren van de scheepvaartwegen van het Rijk, andere dan de Beneden-Zeeschelde en haar aanhorigheden zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 31 mei 1968 houdende politiereglement van de Beneden-Zeeschelde".

2. De paragrafen 2 en 3 dienen te worden samengevoegd in één enkel lid, luidend als volgt :

"De stuurbrevetten bedoeld in het eerste lid zijn geldig voor het besturen van alle categorieën van vaartuigen

en worden opgemaakt volgens het in bijlage I aangegeven model".

Artikel 5.

1. De woorden "overeenkomstig de in dit besluit vastgelegde regels" zijn overbodig en dienen te vervallen.

2. In de Franse tekst dient aan het eind van het eerste lid het woord "fixées" vervangen te worden door het woord "prévues".

Artikel 6.

1. In paragraaf 1, die het eerste lid wordt, zou het beter zijn te schrijven :

"..., inzoverre de afgifte- en vaarvoorwaarden overeenstemmen".

2. Aan het eind van paragraaf 2, die het tweede lid wordt, dienen de woorden "bedoeld in artikel 4, § 1, 1°, van dit besluit" te vervallen.

Hoofdstuk II.

In de Franse tekst dient te worden geschreven : "Section première". Die opmerking geldt voor het hele ontwerp.

Artikel 7.

Het zou beter zijn artikel 7 als volgt te stellen :

"Art. 7. De aanvraag tot het verkrijgen van het stuurbrevet wordt bij de Dienst voor Regeling der Binnenvaart ingediend door middel van het formulier waarvan het model door de minister of diens gemachtigde wordt bepaald.

Zij wordt gedagtekend en ondertekend door de aanvrager en vermeldt het stuurbrevet waarvoor zij wordt ingediend".

Artikel 8.

In onderdeel 1° dient te worden geschreven :

"1° volle 17 jaar oud zijn;".

Bovendien moeten de woorden "Sociale Medische Rijksdienst" in onderdeel 3° en in geheel het ontwerp vervangen worden door de woorden "Sociaal-medische Rijksdienst".

Artikel 9.

De woorden "Onverminderd de bepalingen van artikel 8 van dit besluit" zijn overbodig en dienen te vervallen.

Artikel 10.

Het zou beter zijn dit artikel als volgt te stellen :

"Art. 10. De aanvrager ... in het door hem aangewezen geneeskundig centrum van de Sociaal-medische Rijksdienst.

Dit geneeskundig centrum roept de aanvrager op binnen zestig dagen na de indiening van de aanvraag. Het geneeskundig onderzoek heeft plaats tussen de twintigste en de zestigste dag na de oproeping".

Artikel 11.

In de tweede zin dient te worden geschreven : "Dit onderzoek heeft met name betrekking op :".

In onderdeel 2° dient te worden geschreven : "... in de bijlage 2 bij dit besluit ...".

Artikel 12.

Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"Binnen dertig dagen na het geneeskundig onderzoek brengt de Rijksdienst zijn beslissing ter kennis van de aanvrager. De Rijksdienst zendt een afschrift ervan naar de Dienst voor Regeling der Binnenvaart".

Artikel 13.

1. Het zou beter zijn paragraaf 1, eerste lid, als volgt te stellen :

"Art. 13. § 1. Binnen zestig dagen nadat de aanvrager ervan in kennis is gesteld dat hij ongeschikt is bevonden, kan hij tegen die beslissing beroep instellen bij ter post aangetekende brief, gericht aan de Sociaal-medische Rijksdienst; die brief moet de naam en het adres van een geneesheer te zijner keuze vermelden".

2. In het tweede lid dient te worden geschreven :

"Binnen de daaropvolgende dertig dagen deelt de Sociaal-medische Rijksdienst ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Ten einde rekening te houden met de toelichtingen verstrekt door de gemachtigde ambtenaar, dient bovendien aan het eind van hetzelfde lid te worden geschreven : "Deze re-

denen mogen niet door de Sociaal-medische Rijksdienst aan de aanvrager worden medegedeeld".

3. In paragraaf 2 zou het beter zijn het eerste, het tweede en het derde lid als volgt te stellen :

"§ 2. Binnen dertig dagen na de mededeling van de redenen voor de beslissing tot ongeschiktheidsverklaring kan de aangewezen geneesheer :

1° aan de Sociaal-medische Rijksdienst een verslag richten waarin die beslissing wordt betwist;

2° of een onderzoek op tegenspraak aanvragen met ... (voorts zoals in het ontwerp).

De Sociaal-medische Rijksdienst doet uitspraak :

1° binnen dertig dagen na ontvangst van het verslag bedoeld in het eerste lid, 1°;

2° binnen vijfenveertig dagen na ontvangst van het verzoek om een onderzoek bedoeld in het eerste lid, 2°.

Wanneer de aangewezen geneesheer en de Sociaal-medische Rijksdienst het onderling eens zijn, is de beslissing definitief. De Rijksdienst deelt die beslissing mede, en een afschrift ervan wordt toegezonden aan de Dienst voor Regeling der Binnenvaart".

4. In paragraaf 2, vierde lid, worden de woorden "ter beslechting" onjuist gebruikt. Het is immers nauwelijks denkbaar dat een geneesheer bij de Sociaal-medische Rijksdienst terzelfder tijd rechter en partij is.

De omstandigheid dat naar luid van de tweede volzin van dat lid de aangewezen geneesheer in die procedure niet mag zijn tussengekomen doet geen afbreuk aan die kritiek, vermits diezelfde Rijksdienst daarbij nog steeds betrokken is.

Juister zou zijn te schrijven dat het geen beslechting betreft, doch een eindbeslissing.

Derhalve zou het beter zijn te schrijven :

"In het geval zij het oneens zijn, wordt het geschil met het oog op een eindbeslissing voorgelegd aan de hoofdgeneesheer van de Sociaal-medische Rijksdienst of aan zijn gemachtigde. Die geneesheer mag in geen enkel stadium zijn tussengekomen bij het nemen van de betwiste beslissing".

5. Gelet op het hierboven gedane voorstel dient de eerste volzin van het laatste lid van paragraaf 2 te vervallen.

Voor dat lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"De Sociaal-medische Rijksdienst brengt de eindbeslissing ter kennis van de aanvrager en zendt een afschrift ervan naar de Dienst voor Regeling der Binnenvaart".

Artikel 15.

Het zou beter zijn die bepaling als volgt te stellen :

"Art. 15. Er wordt een examencommissie opgericht, hierna te noemen "de commissie", die belast wordt met de organisatie van de examens ... met het oog op het behalen van de in artikel 4 van dit besluit bedoelde stuurbrevetten A en B.

Zij bestaat uit vijf gewone leden aangewezen op grond van hun deskundigheid, onder wie een voorzitter, die een ambtenaar is, en vier examinatoren. Voor ieder gewoon lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen. De gewone en de plaatsvervangende leden worden door de Minister benoemd voor een duur van drie jaar. Hun opdracht kan verlengd worden".

Artikel 17.

De gemachtigde ambtenaar heeft erop gewezen dat het "huishoudelijk reglement" tevens het examenreglement moet bevatten. Gelet op de belangrijkheid van dat laatste reglement, is het niet denkbaar dat dit wordt opgenomen in

een eenvoudig huishoudelijk reglement en dat het bovendien zonder de goedkeuring van de Koning kan worden aangenomen.

Bijgevolg behoort een tweede lid te worden toegevoegd, luidend als volgt :

"De commissie legt het examenreglement vast en legt het ter goedkeuring voor aan de Koning".

Artikel 19.

Aangezien er niet in een beroepsprocedure is voorzien, moeten de woorden "Zij zijn niet voor beroep vatbaar" in het tweede lid vervallen als zijnde overbodig.

Bovendien wordt voor artikel 19 de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 19. De beslissingen van de commissie worden bij meerderheid van stemmen genomen. Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter.

De beslissingen worden in een proces-verbaal opgenomen.

Na de sluiting van het proces-verbaal wordt elke gegadigde ervan in kennis gesteld of hij voor het examen geslaagd of gezakt is. De lijst van de gegadigden die voor het examen geslaagd zijn, wordt aan de Dienst voor Regeling der Binnenvaart gezonden".

Artikel 20.

In de Nederlandse tekst van het eerste lid moet het woord "ingericht" worden vervangen door het woord "georganiseerd".

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat in het tweede lid, 1°, de woorden "van de examens" moeten worden vervangen door de woorden "van de examenperiode".

Bovendien zou het logischer zijn de bepalingen onder 1° en 2° in omgekeerde volgorde te plaatsen.

In de Franse tekst van het derde lid, ten slotte, moet het woord "utiles" worden vervangen door het woord "convenables".

Artikel 21.

1. Het spreekt vanzelf dat, gelet op de bepalingen van artikelen 21 en 25, de examencommissies in staat moeten zijn de gegadigden te ondervragen en over de examens te beraadslagen in de taal van de gegadigden.

Voor de samenstelling van de examencommissie bepaald in artikel 15, tweede lid, moet daarmee rekening worden gehouden.

2. De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 21. De examens worden afgenomen in het Nederlands, het Frans of het Duits, volgens de taal die de aanvrager in zijn aanvraag gebruikt".

Artikelen 23 en 24.

Die bepalingen moeten in omgekeerde volgorde komen.

Bovendien moet in artikel 23, dat artikel 24 wordt, het woorddeel "kalender-" vervallen.

In de Nederlandse tekst van artikel 24, dat artikel 23 wordt, schrijve men "is afhankelijk van" in plaats van "is onderworpen aan".

Artikel 25.

De bepaling zou beter worden gesteld als volgt :

"Art. 25. Het examen is een schriftelijk examen. Bij de beraadslaging kan de Commissie besluiten een aanvullend mondeling examen af te nemen in de gevallen en op de wijze die zijn bepaald in het examenreglement".

Artikel 26.

Aan het einde van de bepaling schrijve men :

"... in de raadgevende comités bepaald in artikel 6 van het statuut van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, dat is gevoegd bij het koninklijk besluit van 3 december 1968 houdende omwerking van het statuut van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart, mag de examens bijwonen".

De opmerking geldt ook voor artikel 32, tweede lid, 3°.

Artikel 27.

In de Franse tekst van het eerste lid moeten de woorden "en tant que" worden vervangen door het woord "comme".

In de Nederlandse tekst moet worden geschreven :

"... aan boord van in artikel 3, § 1, van dit besluit bedoelde vaartuigen hebben volbracht".

Artikel 28.

Het begin van die bepaling zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 28. De vereiste diensttijd wordt met de helft ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 29.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 29. De stukken die bewijzen dat de aanvrager de vereiste diensttijd heeft volbracht, moeten uiterlijk vijf jaar na de indiening van de in artikel 7 bedoelde aanvraag aan de Dienst voor Regeling der Binnenvaart worden gezonden".

Artikel 30.

De bepaling moet als overbodig vervallen. De nummering van de volgende artikelen alsook de verwijzingen naar die artikelen in de tekst moeten worden aangepast.

Afdeling 2.

Het Nederlandse opschrift zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Afdeling 2. - Evaluatie en validatie van de diensttijd".

Artikel 31 (dat artikel 30 wordt).

De bepaling zou eenvoudiger geredigeerd zijn als volgt :

"Art. 30. Er wordt een validatiecomité opgericht, hierna "het comité" genoemd, dat belast is met de evaluatie en de validatie van de vereiste diensttijd".

Artikel 32 (dat artikel 31 wordt).

1. De ontworpen bepaling voorziet in het eerste lid niet in een Duitstalige afdeling, terwijl het examen in die taal kan worden afgelegd en terwijl een gedeelte van het examen mondeling kan zijn.

De bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

In de Nederlandse tekst van het eerste lid schrijve men "Franstalig" en "Nederlandstalig" met een hoofdletter.

2. In het tweede lid, 2°, moet worden gepreciseerd :

"2° een afgevaardigde van de Dienst voor Regeling der Binnenvaart;".

Artikel 33 (dat artikel 32 wordt).

De bepaling zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 32. Aan iedere afdeling wordt een secretaris toegevoegd die door de directeur-generaal van het Bestuur van het Zeewezen en van de Binnenvaart wordt aangewezen. Hij is niet stemgerechtigd".

Artikel 35 (dat artikel 34 wordt).

Het zou beter zijn te schrijven :

"Art. 34. Het comité kan de aanvrager verzoeken aanvullende bewijsstukken over te leggen".

Artikel 37 (dat artikel 36 wordt).

Voor de redactie van deze bepaling dient de redactie die voor artikel 19 is voorgesteld, als voorbeeld te worden genomen.

Hoofdstuk V.

Men schrijve in de Franse tekst "Dispositions transitoires et finales".

Artikel 38 (dat artikel 37 wordt).

De bepaling zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 37. Bij wijze van overgangsmaatregel en gedurende twee jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit, is de minister of zijn gemachtigde bevoegd om overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 39, 40, 41 en 42 brevet A uit te reiken aan de aanvragers die voldoen aan de voorwaarden gesteld in artikel 8 van de wet".

Artikel 39 (dat artikel 38 wordt).

1. Het eerste lid zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 38. De aanvraag wordt bij de Dienst voor Regeling der Binnenvaart ingediend door middel van een formulier waarvan het model door de minister of zijn gemachtigde wordt bepaald".

2. Artikel 39 steunt, zoals artikel 38 trouwens zegt, op artikel 8 van de wet van 21 mei 1991.

De enige verklaring (op zijn erewoord) die door die bepaling wordt vereist, heeft betrekking op de lichamelijke geschiktheid.

Het ontworpen artikel 39, tweede lid, vereist die verklaring niet alleen voor de lichamelijke geschiktheid (1°) maar ook voor de beroepsbekwaamheid (2°) en de beroepservaring (3°).

De bepalingen onder 2° en 3° vinden geen rechtsgrond in de wet.

Volgens de gemachtigde ambtenaar is de bepaling onder 2° het gevolg van een vergissing, terwijl wat in de bepaling onder 3° wordt voorgeschreven, in feite is dat de aanvrager het bewijs levert van de vereiste beroepsbekwaamheid.

De bepaling zou moeten worden herzien en zou bovendien moeten expliciteren dat de in de bepaling onder 1° bedoelde verklaring door de aanvrager op zijn erewoord moet worden gedaan.

3. In het laatste lid schrijve men :

"De aanvraag wordt door de aanvrager gedateerd en ondertekend".

Artikel 40 (dat artikel 39 wordt).

De bepaling moet worden geredigeerd als volgt :

"Art. 39. De aanvrager voegt bij de aanvraag een uittreksel uit de geboorteakte en een recente pasfoto".

Artikel 41 (dat artikel 40 wordt).

1. Voor het eerste lid wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 40. De aanvrager legt ook de stukken over die bewijzen dat hij de diensttijd bedoeld in artikel 8, eerste lid, 3°, van de wet heeft volbracht".

2. Het tweede lid bepaalt :

"Deze documenten moeten de Dienst binnen twee jaar na de datum van inwerkingtreding van dit besluit worden toegezonden".

Nu wordt in artikel 38 bepaald dat het brevet slechts gedurende diezelfde periode kan worden uitgereikt. Bijgevolg kunnen problemen rijzen in de gevallen waarin de stukken de dag vóór het verstrijken van de termijn zouden worden ingediend.

De twee termijnen moeten op elkaar worden afgestemd.

Artikel 42 (dat artikel 41 wordt).

1. Het eerste lid zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 41. Het door artikel 30 opgerichte comité evalueert en valideert de diensten bedoeld in artikel 8, eerste lid, 3°, van de wet".

2. Bovendien voorziet de tekst niet in het geval waarin de aanvrager houder is van een einddiploma uitgereikt door een onderwijsinstelling waar theoretische en praktische cursussen over binnenvaart worden gegeven, zoals artikel 28 bepaalt.

Als dat een leemte is, moet de tekst worden aangevuld.

Artikel 43 (dat artikel 42 wordt).

De bepaling moet worden geredigeerd als volgt :

"Art. 42. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van de gerechtelijke politie, zijn de ambtenaren en de beambten vermeld in artikel 101 van het koninklijk besluit van 15 oktober 1935 houdende Algemeen Reglement der scheepvaartwegen van het Koninkrijk, belast met het opsporen en het vaststellen van de overtredingen van de wet en van dit besluit".

Artikelen 44 en 45

Die bepalingen moeten worden samengevoegd tot een artikel 43, luidende :

"Art. 43. De wet, met uitzondering van de artikelen 1, 5, 6 en 7, alsook dit besluit, met uitzondering van de artikelen 3, § 2, en 43, treden in werking op de eerste dag van de maand volgend op die waarin dit besluit is bekendgemaakt.

De artikelen 1, 5, 6 en 7 van de wet, alsook de artikelen 3, § 2, en 43 van dit besluit treden in werking bij het verstrijken van een termijn van twee jaar te rekenen vanaf de in het eerste lid bepaalde datum".

Artikel 46.

Artikel 46 wordt artikel 44.

Bijlagen.

In het model van het brevet dat in bijlage 1 bij het ontworpen besluit staat, worden dwingende bepalingen van de wet van 21 mei 1991 overgenomen, die nog niet in werking zullen zijn wanneer brevetten zullen worden uitgereikt.

Om verwarring te voorkomen, zou de wettelijke verwijzing onderaan de tekst moeten worden aangevuld met : "Koninklijk besluit van ...".

Slotopmerkingen.

1. Wanneer in de tekst van het ontwerp wordt verwezen naar een ander artikel van datzelfde ontwerp, is het niet nodig om de woorden : "van dit besluit" eraan toe te voegen.

2. Er is geen reden voor indeling in paragrafen wanneer elke paragraaf slechts uit één lid bestaat.

3. Het woord "artikel" moet voluit worden geschreven en mag niet worden afgekort als "art.".

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. HERBIGNAT, auditeur adjoint.

La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. HERBIGNAT, adjunct-auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.